

## **Transcom Europe va créer cent emplois à Raon-l'Etape**

by La Tribune - lundi, septembre 25, 2000

<https://www.correspondances.fr/transcom-europe-va-creer-cent-emplois-a-raon-letape/>

**La société luxembourgeoise accélère le développement de son centre d'appels, créé à l'origine pour Télé 2.**

Transcom Europe, société luxembourgeoise spécialisée dans les prestations téléphoniques (gestion commerciale, assistance technique, prospection, etc.), accélère le développement de son centre d'appels de Raon-l'Etape, dans les Vosges. Elle recrute cent nouveaux salariés d'ici à la fin de l'année. A son ouverture il y a un an et demi, le site devait se limiter à cent quinze personnes. Une première expansion a porté les effectifs actuels à trois cents salariés, de niveau bac + 2.

Transcom Europe avait implanté le centre vosgien pour la gestion des appels des clients de l'opérateur de télécommunications Télé 2 dans le Grand Est et les régions francophones de Belgique et de Suisse. Télé 2 constitue aujourd'hui son client quasi exclusif, mais la nouvelle vague de recrutements vise à répondre aussi bien à l'augmentation du nombre d'abonnés de l'opérateur qu'à l'arrivée de nouveaux clients, dont l'identité n'a pas été dévoilée.

Transcom appartient au groupe suédois Kinnevik (qui a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de francs en 1999, soit 152 millions d'euros), qui s'est diversifié dans la radio, la télévision et les télécommunications à partir de ses activités d'origine dans l'industrie papetière, la sidérurgie et l'emballage.

### **Reconversion de la région**

Le développement du centre de Raon (qui est l'un des quatorze centres d'appels de Transcom en Europe) constitue une bonne nouvelle pour ce bassin d'emplois vosgien, qui mise sur l'entreprise pour assurer sa reconversion. Voulue par Christian Pierret, le secrétaire d'Etat à l'Industrie, élu vosgien de Saint-Dié, l'implantation de la société luxembourgeoise a bénéficié du programme (80 millions de francs) de redynamisation de la Haute-Meurthe, initié par le Comité interministériel d'aménagement du territoire de novembre 1998 pour compenser les fermetures d'usines textiles des années 1990, dont Dim et Peaudouce. Ce programme porte à 25 % la part des pouvoirs publics dans l'investissement de 9 millions de francs de Transcom.